



FICHE PAYS – MARS 2021



Egypte



Points essentiels:

- 2^e économie du continent africain en 2020 (derrière le Nigéria et devant l'Afrique du Sud), l'Egypte compte sur une économie relativement diversifiée et un immense marché de 100 millions d'habitants.
- Avec le soutien du FMI, le gouvernement égyptien met en œuvre un programme de réformes structurelles qui a permis de d'améliorer sensiblement les fondamentaux macroéconomiques et qui vise à développer le secteur privé.
- L'Egypte est le premier marché pour les exportations suisses (CHF 1.2 milliards en 2020) en Afrique.
- La Suisse et l'Egypte ont une architecture d'accords économiques complète, composée d'un accord de libre-échange (via l'Association européenne de libre-échange), d'un accord de protection des investissements et d'une convention contre les doubles impositions.
- L'Egypte est un pays prioritaire de la coopération économique du SECO.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Egypte	Suisse
Surface (km ²)	997'739 (24 x CH)	41'290
Monnaie	Egyptian Pound (EGP)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 14.01.21)	17.7 EGP →	1 CHF
Population (2019)	99.3 Mio. (+2.3%)	8.5 Mio. (+0.7%)
Nombre de suisses en Egypte	1'362 (2019)	--
Nombre d'égyptiens en Suisse	--	2'285 (2019)

1.2 Rankings²

	Egypte	Suisse
Global Competitiveness (2019)	93/141 (+1)	5/141 (+0)
Index of Economic Freedom (2020)	142/180 (+2)	5/180 (+0)
Corruption Perception Index (2019)	117/180 (-11)	3/180 (+1)
Human Development Index (2020)	116/189 (+0)	2/189 (+0)
Global Innovation Index (2020)	96/129 (+0)	1/129 (+0)

1.3 Composition du gouvernement

Président	M. Abdel Fattah AL-SISI (depuis 06.2014)
Premier Ministre	M. Mostafa MADBOULY (depuis 06.2018)
Ministre des Finances	M. Mohamed MAAIT (depuis 06.2018)
Ministre du Commerce et de l'Industrie	Mme Neveen GAMEA (depuis 12.2019)
Ministre de la Coopération internationale	Mme Rania AL-MASHAT (depuis 12.2019)
Ministre des Affaires étrangères	M. Sameh SHOUKRY (depuis 12.2019)
Gouverneur de la Banque centrale	M. Tarek AMER (depuis 2015)
Prochaines élections présidentielles	2024

¹ World Bank Data / IMF, World Economic Outlook Data Base, October 2020

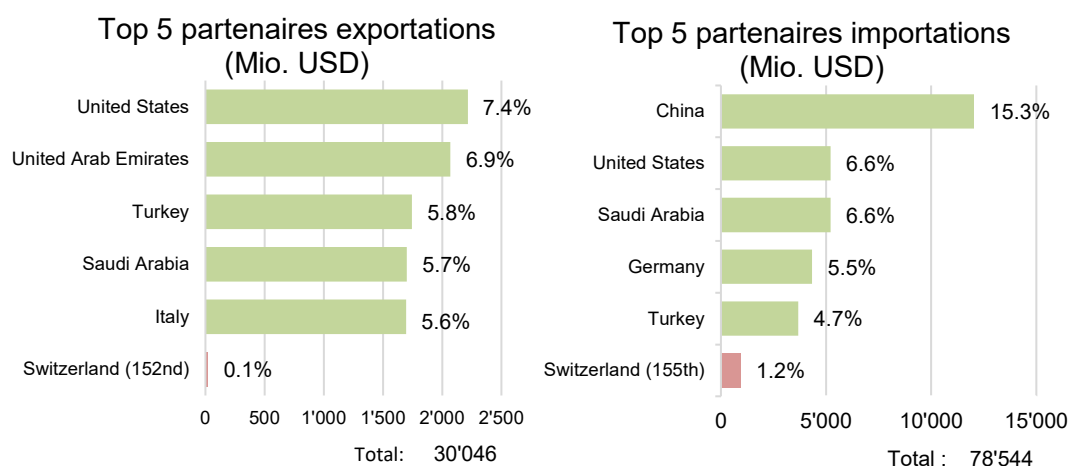
² Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

2. Statistiques économiques

Indicateurs macroéconomiques³

Egypte				
	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB (%)	5.3	5.6	3.6	2.8
PIB (USD Mrd.)	250	302	362	375
PIB/habitant (USD)	2'577	3'044	3'561	3'606
Inflation (%)	20.9	13.9	5.7	6.2
Chômage (%)	10.9	8.6	8.3	9.7
Solde budgétaire (% du BIP)	-9.4	-7.4	-7.5	-8.1
Dettes publiques (% du BIP)	92.7	83.8	86.6	90.6
Compte courant (% du BIP)	-2.4	-3.6	-3.2	-4.2

Commerce extérieur égyptien 2019⁴



Investissements directs étrangers (IDE) 2019⁵

Selon la CNUCED, le stock des IDE en Égypte s'élevait à USD 127 milliards en 2019. Les flux des IDE vers l'Égypte se sont quant à eux élevés à USD 9 milliards en 2019 (+11% par rapport à 2018), en faisant le **premier pays récipiendaire d'IDE en Afrique**. Cette augmentation de l'attractivité de l'Égypte comme destination pour les IDE peut être attribuée aux nombreuses réformes économiques entreprises par le gouvernement égyptien depuis 2016, appuyées par le FMI. Bien que la majorité des investissements étrangers ont été réalisés dans les industries du **pétrole et du gaz**, des investissements ont également été réalisés dans les autres secteurs, en particuliers dans les télécommunications, les biens de consommation et l'immobilier.

³ IMF World Economic Outlook Data Base, October 2020. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), April 2020

⁵ UNCTAD, World Investment Report 2020

3. Situation économique⁶

3.1 Structure de l'économie (% du PIB)

Avec l'Afrique du Sud, l'Égypte est l'une des économies les plus diversifiées du continent africain. Le secteur des **services** est particulièrement important pour l'économie égyptienne (50.5% du PIB), où le tourisme, les transferts de fonds des Égyptiens à l'étranger et les services publics ont une place prépondérante. En outre, les recettes provenant des droits de transit pour les navires marchands qui traversent le Canal de Suez - l'une des plus importantes routes commerciales internationales pour le transport maritime - sont une source essentielle de devises pour le pays. L'**industrie**, qui représente une part de 35.6% du PIB, s'est notamment spécialisé dans la transformation des textiles et la fabrication de vêtements. Les industries pétrochimiques, de l'automobile, de la construction et électriques deviennent également de plus en plus importantes. Enfin, le **secteur primaire** (en particulier l'agriculture) représente 11% du PIB. En raison des conditions géographiques (environ 96 % de la zone est désertique), l'agriculture se concentre le long du Nil et dans la région côtière méditerranéenne. L'un des produits agricoles d'exportation les plus importants est le coton, dont la qualité est parmi les meilleures du monde. L'Égypte dispose d'importantes **matières premières** telles que le minerai de phosphate et l'or. Le pays dispose aussi d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, qui ne sont encore que partiellement exploitées. Cependant, le gaz est déjà l'un des principaux produits d'exportation.

Rang	Secteurs	2017	2018	2019
1	Services	53.2	51.5	50.5
2	Industrie	33.8	35.0	35.6
3	Agriculture	11.5	11.2	11.0

3.2 Politique économique

Informations générales

Le gouvernement égyptien concentre sa politique économique sur la croissance par la **modernisation et la diversification de l'économie**. L'essor économique doit reposer sur les domaines centraux que sont l'**investissement**, le **tourisme** et les **exportations**. L'accent est mis, entre autres, sur le développement de nouvelles **zones industrielles** et la modernisation de celles qui existent déjà, ainsi que sur l'expansion des infrastructures. Outre le développement de clusters industrielles (Free Zones), l'amélioration des soins de santé et les investissements dans les infrastructures énergétiques et touristiques figurent également au programme des réformes économiques.

Les projets devraient être financés avec le **soutien du secteur privé** par le biais de **partenariats public-privé** (PPP). Le plan de relance économique doit s'accompagner d'une réduction des procédures bureaucratiques. Outre la **construction d'une nouvelle capitale à l'est du Caire** (New Cairo), l'**extension du Canal de Suez** en particulier vise à stimuler le développement d'une zone industrielle et de libre-échange dans la région de Suez (*Suez Canal Development Zone*).

Politique budgétaire/fiscale

En réponse à la situation économique fragile du pays de l'époque, le **FMI** a accordé en novembre 2015 un crédit d'une valeur de USD **12 milliards** pour la période **2016-2019**, dont la dernière tranche a été décaissée en août 2019. Depuis le début du programme, les autorités égyptiennes se sont attelées à mettre en œuvre des **réformes structurelles** qui ont **permis d'améliorer sensiblement les fondamentaux macroéconomiques** du pays et le **climat des affaires**. Pour exemple, une taxe sur la valeur ajoutée a été introduite (14%), les subventions sur le carburant et les biens de premières nécessité ont été réduites, et une **nouvelle loi sur**

⁶ Rapport économique 2020 de l'Ambassade suisse au Caire / World Bank Indicators, december 2020

les investissements qui a passablement facilité le processus d'établissement d'une nouvelle entreprise et d'obtenir les licences nécessaires. Ces réformes ont **contribué à la réduction du déficit budgétaire** de -10.4% du PIB en 2017 à -7.4% du PIB en 2019.

En octobre 2019, le gouvernement a annoncé le lancement d'une **nouvelle vague de réformes**, dans la suite de celles réalisées dans le cadre du programme du FMI. Les priorités de ces réformes – dites de deuxième génération – sont de (1) capitaliser sur les progrès réalisés dans le cadre du programme du FMI et renforcer la résilience de l'économie égyptienne, de (2) favoriser le développement du secteur privé et de (3) promouvoir des instruments de transferts de ressources vers les groupes sociaux vulnérables (agenda social). Les discussions avec le FMI ont donc continué, et couplé aux conséquences de la pandémie du coronavirus, le FMI a approuvé en **juin 2020** un nouveau programme de **12 mois (Stand-by Arrangement)** de USD 5.2 milliards pour permettre à l'Égypte de répondre à ses besoins de financement causé par la pandémie du Covid-19.

Politique monétaire

L'objectif central de la Banque centrale est de **combattre l'inflation**. Sous la pression du FMI, la Banque centrale égyptienne a **libéralisé sa politique monétaire dès 2016** afin de lutter contre la pénurie de devises étrangères. Elle a notamment dévalué la monnaie et **introduit un système de taux de change libre**.

Politique économique extérieure

Enfin, en termes de politique économique extérieure, l'Égypte n'hésite pas à s'engager dans des **partenariats économiques stratégiques** avec ses pays voisins voir un peu plus lointains. Nous pouvons mentionner l'accord Mercosur-Égypte qui est entré en force en 2018, l'accord Russie-Égypte signé en octobre 2018 qui devraient faciliter le commerce et les relations économiques entre les deux pays. De plus, l'Égypte entretient des liens étroits avec l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis. Au moyen-terme, **l'Égypte souhaite profiter de sa situation géographique** au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient pour se **positionner en tant que hub régional et global de services, production et exportations**.

3.3 Conjoncture économique

Le programme de réformes du gouvernement, soutenu par le FMI depuis 2016, a permis à l'économie égyptienne d'**améliorer sensiblement ses fondamentaux macroéconomiques**. La **dette publique a été** réduite à 83.8% du PIB en 2019 (encore à 103% en 2017). Le **déficit courant s'est stabilisé** autour des 3 % du PIB, notamment grâce à une augmentation des envois de fonds de la diaspora égyptienne et une reprise du secteur touristique.

Cette progression a néanmoins été provisoirement mise en pause à cause de la **pandémie de Covid-19**. Les autorités ont lancé une vaste réponse politique pour contenir l'impact économique du choc. Des mesures budgétaires, monétaires et financières ont été annoncées pour augmenter les allocations au secteur de la santé, amortir les secteurs directement touchés et étendre le soutien aux pauvres et aux personnes vulnérables. Le FMI a ainsi revu ses anticipations à la baisse pour l'année **2020**. La croissance devrait atteindre 3.6% (contre 6% initialement attendus). Le **secteur touristique a été particulièrement touchée**, comptant pour 9.5% des emplois et 5.5% du PIB. La dette devrait quant à elle augmenter (86.6% du PIB en 2020). On note néanmoins une diminution conséquente de l'inflation (5.7% en 2020).

Cependant, les **bons résultats macroéconomiques des dernières années obtenus par le gouvernement égyptien ne se sont pas traduits** (pour le moment) **par une amélioration des conditions de vie des Égyptiens**, au contraire. **L'inflation est pendant longtemps restée élevée** (pour baissée en 2020 sous le coup de la pandémie) et le **pouvoir d'achat s'est érodé**, avec pour conséquence une augmentation du taux de **pauvreté** (32% en 2019). Par ailleurs, bien que l'économie égyptienne croisse de manière relativement élevée, elle n'est pas suffisante pour faire face à la **forte croissance démographique** (~2%) et permettre de fournir un emploi à tous les jeunes égyptiens qui entrent sur le **marché du travail** annuellement. De plus, cette pression démographique cause des défis majeurs pour le gouvernement en termes de **planification urbaine et d'infrastructures collectives**.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Accord contre la double imposition (CDI)	En vigueur	14.07.1988
Accord sur le transport aérien	En vigueur	23.12.1997
Accord de libre-échange avec l'AELE	En vigueur	01.08.2007
Accord de protection des investissements	En vigueur	15.05.2012
Accord-cadre concernant la coopération technique et financière et l'aide humanitaire	En vigueur	26.11.2013

4.2 Présence institutionnelle

En Egypte:

- [Swiss Egyptian Business Association \(SEBA\)](#)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)
- [Chambre Arabo-Suisse du Commerce et de l'Industrie \(CASCI\)](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)⁷

1.3 Mrd.
Commerce (CHF),
Total 2

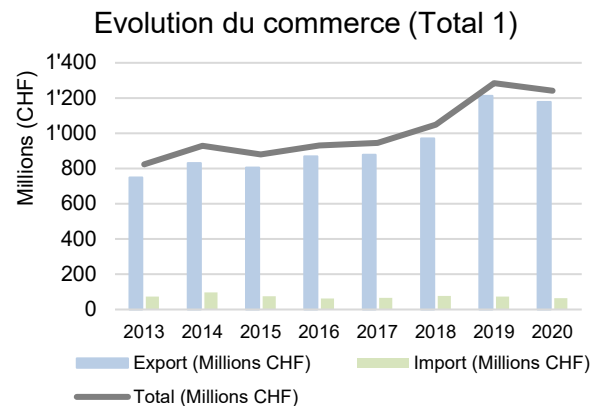
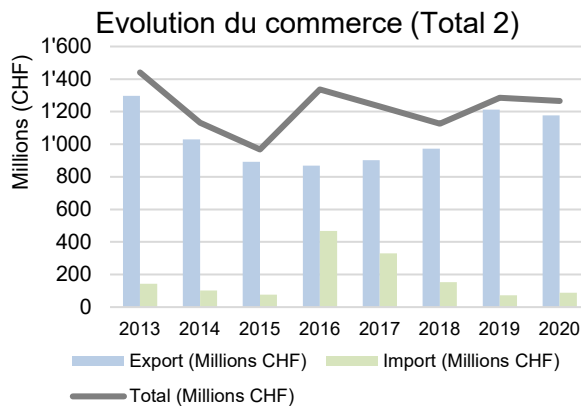


0.2%
Part Mondiale,
Total 2



Nr.49
Partenaire commercial,
Total 2

Evolution du commerce bilatéral

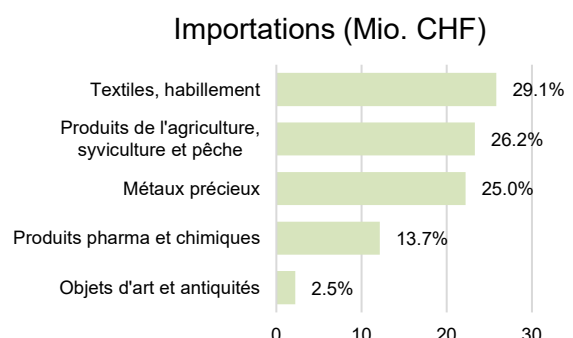
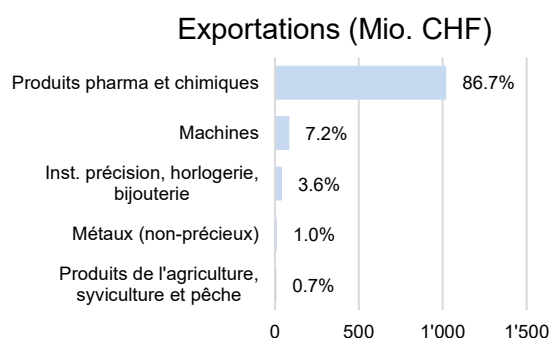


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2016	869	-2.6	468	513.9	400	1'337	38.1
2017	902	3.9	330	-29.5	572	1'232	-7.8
2018	972	7.7	154	-53.5	819	1'126	-8.6
2019	1'212	24.7	73	-52.2	1'138	1'285	14.2
2020*	1'178	-2.8	89	21.0	1'089	1'266	-1.5
(Total 1)**	1'177	-2.9	64	-11.4	1'113	1'242	-3.3
2021(I-I)	128	-32.3	4	-35.2	124	132	-32.4

*) Chiffres provisoires

**) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

Composition du commerce bilatéral (2020, Total 2)



Commentaires

L'Egypte est le 5^{ème} partenaire commercial de la Suisse en Afrique et le **premier pays destinataire des exportations suisses sur le continent**, ces dernières représentant CHF 1.2 milliards (-2.8% par rapport à 2019). Quant aux importations de produits égyptiens, elles se sont élevées à 89 CHF millions (+21% par rapport à 2019, principalement dû à l'augmentation des importations d'or). Traditionnellement, la Suisse a toujours joui d'un excédent commercial relativement élevé avec l'Egypte.

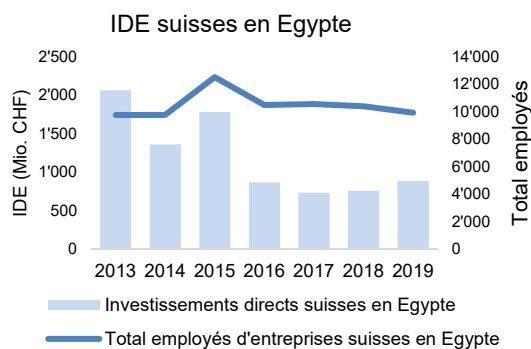
⁷ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)⁸

La Banque Nationale Suisse ne publie pas de données sur le commerce bilatéral des services.

4.5 Investissements directs (perspective suisse)⁹

Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



Commentaires

En 2019, selon les données de la Banque nationale suisse (BNS), le stock des investissements directs suisses en Egypte s'élevait à CHF 887 millions (contre CHF 756 millions en 2018). Près de 70 entreprises suisses sont présentes en Egypte et y emploient environ 10'000 personnes.

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹⁰



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

⁸ [Banque Nationale Suisse](#)

⁹ Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

¹⁰ [SERV](#)

4.7 Coopération au développement

Vue d'ensemble sur la coopération au développement de la Suisse en Egypte :

Les soulèvements populaires en Égypte au début de 2011 ont ébranlé la société et les structures de l'État. Afin d'assurer les conditions les plus favorables possibles à un processus de démocratisation, le Conseil fédéral a réagi rapidement et a décidé le 11 mars 2011 d'élaborer un programme d'engagement à moyen-terme de la Suisse. Le programme pour l'Égypte tient compte des priorités sur le terrain et se concentre sur trois domaines :

1. Gouvernance démocratique et les Droits de l'Homme
2. Croissance économique et emplois inclusifs et durables
3. Migration et protection

Le programme de la Suisse en Égypte est mis en œuvre de manière coordonnée, cohérente et complémentaire dans le cadre d'une approche globale du gouvernement (WOGA). Différents services fédéraux sont impliqués : le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), la Direction du développement et de la coopération (DDC) du DFAE, la Direction politique (DP) avec sa division Sécurité humaine, la Direction du droit international (DI) et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) du DFJP.

Coopération économique du SECO :

L'Égypte est un pays prioritaire de la coopération et du développement économiques du SECO depuis 40 ans. Ce pays joue un rôle clé dans la région. Il est toutefois confronté à plusieurs défis, tels que l'inefficacité de l'administration ou le manque de compétitivité de l'économie. Dans le cadre de la coopération suisse avec l'Égypte, le SECO soutient un développement économique durable et inclusif. Il met l'accent sur:

1. Les infrastructures de base et le développement urbain : Le SECO contribue à un développement urbain durable et inclusif. Il améliore l'accès aux infrastructures et aux services de base, tels que l'eau et la gestion des déchets, et, possiblement, promeut l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.
2. Davantage et de meilleurs emplois: Le SECO encourage la création d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité en améliorant la compétitivité internationale du secteur privé et l'accès aux marchés pour les entreprises. Il favorise également le développement des compétences et contribue ainsi à la croissance de l'emploi.
3. Les services financiers et le climat d'affaires : Le SECO encourage la mise en place de services financiers abordables et la création d'un meilleur environnement entrepreneurial. Pour ce faire, il soutient les réformes du secteur public qui promeuvent un environnement entrepreneurial et un climat d'investissement plus favorable, ainsi que les réformes qui favorisent la stabilité macroéconomique et l'amélioration de la gestion des finances publiques.

Pour la nouvelle stratégie 2021-2024, l'Égypte reste un pays prioritaire de la coopération suisse.

4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2020 (Fev.)	Mission économique du CF Guy Parmelin en Egypte, avec délégation économique
2019 (Nov.)	Visite de la Ministre égyptienne des Investissements et de la coopération internationale Mme Sahar Nasr en Suisse
2019 (Oct.)	Visite en Egypte de l'Ambassadeur Raymund Furrer pour la célébration du 40e anniversaire du programme de coopération du SECO dans le pays
2019 (Fev.)	Visite du CF Ignazio Cassis en Egypte
2019 (Jan.)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre égyptien du Commerce et de l'investissement M. Amr Nassar en marge du WEF à Davos
2019 (Jan.)	Rencontre entre le PC Ueli Maurer et le Premier ministre égyptien M. Mostafa Kamal Madbouly en marge du WEF à Davos
2018 (Sep.)	Entretien PC Alain Berset avec le Président Abdel Fatah Al Sissi, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU
2017 (Dec.)	Wirtschaftsmission von Staatssekretärin M.-G. Ineichen-Fleisch nach Kairo mit gemischter Delegation
2015 (Août)	BR J. Schneider-Ammann nimmt an der Eröffnungszeremonie des neuen erweiterten Suez-Kanals teil